

Nous avons commencé une grève de la faim.

Après l'exécution d'Andréas, de Gudrun, de Jan et d'Ingrid,  
Après la mort de huit prisonniers de la RAF ces trois dernières années,  
Après que le commissaire d'enquête parlementaire à Stuttgart a non seulement entériné la version officielle masquant ainsi la vérité, c'est-à-dire le meurtre des otages - que sont les prisonniers - ce qui a constitué la dernière étape de cette opération des services secrets, mais aussi élaboré et lancé un projet d'après lequel, après la liquidation de la direction de la RAF en prison, le reste des prisonniers doit être exterminé;  
Après toutes les grèves de la faim et de la soif et toutes les tortures qui les ont accompagnées,

Nous commençons cette grève de la faim avec la conscience - et la colère - que nous ne disposons que de ce moyen misérable, face à cette violence, face à cette volonté sans limite d'extermination des stratèges impérialistes contre nous prisonniers de leur guerre contre la résistance armée.

Notre isolement les uns des autres et notre isolement du monde extérieur n'a pas cessé malgré la décision du gouvernement fédéral il y a un an et malgré la décision interne "d'améliorer nos conditions de détention" affirmée ces derniers mois. Nous continuons à être exclus par une machine qui englobe tout et intervient à différents niveaux.

L'exécution d'Andréas, de Gudrun, de Jan et d'Ingrid doit constituer le moment où tout ce que nous avons obtenu comme conditions minimales de vie par notre résistance des années durant doit être supprimé.

Si le gouvernement fédéral, la sûreté de l'Etat et les appareils de justice et pénitentiaire - dans l'espoir d'étouffer le processus révolutionnaire dans les métropoles - veulent faire de l'extermination des prisonniers guerilleros la démonstration de ce qu'ils sont prêts à tous les crimes, nous, de notre côté, nous dénoncerons notre détention où nous nous ne sommes que des otages comme l'exemple de la politique impérialiste.

Nous exigeons:

- Le respect des droits de l'homme en RFA et l'application des garanties minimales pour les prisonniers de guerre, telles qu'elles sont prévues dans la convention de Genève. C'est-à-dire maintenant:  
Que les prisonniers de la RAF et d'autres groupes anti-impérialistes soient réunis en groupe où une interaction est possible.  
En réclamant cela, nous ne demandons que ce que des spécialistes médicaux exigent depuis des années, ce que cherche à obtenir Amnesty et ce que nous avons déjà obtenu de cet Etat en avril 77.

- Nous demandons de plus:  
Que soient rendus tous les textes saisis d'Andréas, de Gudrun, de Jan et d'Ingrid - et surtout les lettres adressées aux prêtres de la prison par Gudrun.  
Que tous les faits et matériaux concernant le 18 octobre 1977 soient mis à la disposition d'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE INTERNATIONALE.

Nous ne cesserons pas notre grève cette fois avant que ne soient garanties nos conditions de vie par des organisations internationales.

Hambourg, le 14 mars 1978, pour les prisonniers de la RAF